



République du
Sénégal

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

**DIRECTION DE LA PREVISION ET DES
ETUDES ECONOMIQUES**



**SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2008
ET PERSPECTIVES EN 2009**

décembre 2008

Publication semestrielle de la DPEE

Elle est disponible sur le site de la DPEE : www.dpee.sn

DPEE/DPMSF @ décembre 2008

Table des Matières

RESUME	2
ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	4
1- CROISSANCE ET COMPETITIVITE.....	7
1.1. ESTIMATIONS DES RESSOURCES ET EMPLOIS DU PIB EN 2008	7
1.1.1. <i>Les ressources du PIB.....</i>	7
1.1.2. <i>Les Emplois du PIB.....</i>	10
1.1.3. <i>Inflation et Compétitivité.....</i>	11
1.2. PERSPECTIVES ECONOMIQUES EN 2009	12
1.2.1. <i>Les Ressources du PIB.....</i>	12
1.2.2. <i>Les emplois du PIB.....</i>	14
1.2.3. <i>Inflation.....</i>	15
2. LES FINANCES PUBLIQUES.....	16
2.1. EXERCICE BUDGETAIRE EN 2008	16
2.1.1. <i>Les recettes budgétaires.....</i>	16
2.1.2. <i>Les dépenses publiques.....</i>	17
2.1.3. <i>La dette publique.....</i>	18
2.2. PROJECTIONS BUDGETAIRES EN 2009.....	18
2.2.1. <i>Les recettes budgétaires.....</i>	19
2.2.2. <i>Les dépenses publiques.....</i>	20
2.2.3. <i>La dette publique.....</i>	21
3. LA BALANCE DES PAIEMENTS.....	22
3.1. ESTIMATIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2008.....	22
3.1.1. <i>Evolution de la balance courante.....</i>	22
3.1.2. <i>Evolution du compte de capital et d'opérations financières.....</i>	24
3.2. PREVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2009.....	25
3.2.1. <i>Evolution de la balance courante.....</i>	25
3.2.2. <i>Evolution du compte de capital et d'opérations financières.....</i>	26
4. LA SITUATION MONETAIRE.....	27
4.1. EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2008	27
4.1.1. <i>Les avoirs extérieurs nets.....</i>	27
4.1.2. <i>Le crédit intérieur.....</i>	27
4.2. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2009.....	28
4.2.1. <i>Les avoirs extérieurs nets.....</i>	28
4.2.2. <i>Le crédit intérieur.....</i>	28

RESUME

La situation économique et financière du Sénégal a été marquée en 2008 par la hausse continue des prix des produits alimentaires et un niveau élevé des prix des produits énergétiques de janvier à août 2008, conduisant à une baisse de la demande. Du côté de l'offre, la mise en œuvre de la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA) conjuguée à la bonne saison des pluies a été favorable à l'agriculture. Quant au secteur secondaire, il a été affecté par les retards de paiement de l'Etat vis-à-vis du secteur privé et les difficultés des ICS, malgré leur recapitalisation. S'agissant du secteur tertiaire, il a été marqué par un ralentissement en raison notamment, de la baisse de 18,5% des activités immobilières. Au total, le taux de croissance réelle du PIB est estimé à 3,9% contre 4,8% en 2007.

En 2009, la croissance réelle du PIB est projetée à 5,2%, avec l'hypothèse de la consolidation des performances du secteur primaire grâce à une bonne saison des pluies et à la poursuite de la mise en œuvre de la GOANA, d'un redressement du secteur secondaire à la faveur d'un retour à la normale des ICS, du dénouement des problèmes de retard de paiement, de la poursuite de la baisse du prix du pétrole et du maintien du dynamisme du secteur tertiaire.

L'inflation, mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation, est attendue en 2008 à environ 6% du fait essentiellement de la poursuite du renchérissement des produits alimentaires de plus de 10% et, dans une moindre mesure des prix des produits énergétiques. En 2009, elle devrait connaître une détente en raison particulièrement de la bonne campagne agricole de 2008 et du cours favorable du pétrole en liaison avec la baisse prévue de l'activité économique mondiale.

Sur le plan budgétaire, la gestion 2008 a été caractérisée par des difficultés de trésorerie liées aux dépenses de soutien aux secteurs énergétique et alimentaire pour un montant estimé à 163 milliards, soit 2% du PIB. Toutefois, la mobilisation des recettes budgétaires qui devrait connaître une progression de 9,9% par rapport à l'année 2007, imputable essentiellement à l'évolution favorable du recouvrement des recettes fiscales d'une part, et la maîtrise des dépenses publiques, notamment celles en capital d'autre part, ont permis d'enregistrer un déficit public estimé à 3,4% du PIB. En 2009, l'exercice budgétaire serait marqué par le maintien des performances de recouvrement des recettes budgétaires et une plus grande maîtrise des dépenses publiques. En effet, les recettes budgétaires devraient progresser de 10,5% et les dépenses de 9,1%. Au total, le déficit public base ordonnancement (dons compris) devrait ressortir à 2,9% du PIB, contre 3,4% du PIB en 2008.

Au plan extérieur, le déficit du compte courant (dons compris) est estimé à 12,1% du PIB en 2008 contre 10,9% du PIB en 2007. La détérioration du déficit courant s'expliquerait par celles de la balance commerciale et de la balance des services et revenus, atténuée par l'excédent des transferts courants. En 2009, le déficit du compte courant est projeté à 10,1 % du PIB. Hors dons, le déficit serait de 12% du PIB. Cette légère amélioration serait liée à la relance des exportations notamment celle des produits agricoles et chimiques (acide phosphorique des ICS).

S'agissant de la situation monétaire, elle devrait être caractérisée en 2008 par un repli des avoirs extérieurs nets de 176,9 milliards, un accroissement de 19,0% du crédit intérieur et une expansion de 3,8% de la masse monétaire.

En 2009, elle devrait être marquée par un renforcement de 55,0 milliards des avoirs extérieurs nets, une hausse de 7,6% du crédit intérieur et une progression de 8,6% de la masse monétaire.

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

La phase de ralentissement de l'économie mondiale, amorcée depuis 2007, devrait se poursuivre avec acuité en 2008 et 2009. La croissance économique mondiale est estimée à 3,7% et projetée à 2,2% contre 5% en 2007. La poursuite généralisée de la morosité de l'activité économique internationale est principalement portée par une conjoncture mondiale affectée par la conjonction des effets du dégonflement de la bulle immobilière aux États-Unis, de la flambée des cours des matières premières et de la crise des subprimes. En effet, dans les principaux pays avancés, ces trois chocs majeurs ont induit la baisse de la consommation et de l'investissement, dégradé le pouvoir d'achat des ménages et entraîné un durcissement des conditions de financement. La plupart des pays avancés sont entrés en récession et le taux global de croissance de la zone OCDE est prévu à - 0,3% en 2009 contre 1,4% en 2008 et 2,6% en 2007. Dans les pays émergents et ceux en développement, la croissance devrait fléchir pour s'établir à 6,7% en 2008 et à 5,1% en 2009, après 8,0% en 2007. Ce ralentissement est principalement lié à l'essoufflement de l'économie des grands pays émergents dits du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), consécutif aux difficultés des pays de la zone OCDE. L'Afrique subsaharienne ne devrait pas être en reste, avec une baisse sensible de son activité économique, dont la croissance passerait de 6,8% en 2007 à 5,4% en 2008 et à 5% en 2009.

Dans ce contexte, la hausse des prix à la consommation s'est intensifiée et généralisée au niveau international durant la première moitié de 2008. Ainsi, l'inflation a atteint des niveaux particulièrement préoccupants dans la plupart des pays au nord comme au Sud, suscitant beaucoup de mouvements sociaux et d'inquiétudes des autorités monétaires internationales. Toutefois, à l'entame de la seconde moitié de l'année 2008, les tensions inflationnistes se sont dissipées. Dans les pays avancés, en 2008, le taux d'inflation global est estimé à 3,6% après 2,2% en 2007 contre 9,2%, dans les pays émergents et ceux en développement. En 2009, les prévisions tablent sur un taux moyen d'inflation de 1,4% dans les économies avancées contre 7,2% dans les pays émergents et en développement.

Sur le marché international des capitaux, la situation est caractérisée par la poursuite de la crise financière et par un endettement massif de l'économie américaine, d'une part et un enrichissement sans précédent des pays producteurs de pétrole et des grands pays émergents, d'autre part. Au cours du mois d'août 2008, les perturbations, créées par cette crise dite des « subprimes », ont été exacerbées par une nouvelle vague de défauts de paiements des prêts accordés à des intermédiaires du système financier américain. Le montant de ces prêts alternatifs, jugé plus important que les « subprimes » et régulièrement révisé à la hausse, a atteint des niveaux tels qu'un grand nombre d'emprunteurs n'étaient plus en mesure de rembourser. Il s'en est suivi une chute des valeurs boursières, induisant la faillite de plusieurs institutions financières. Le bilan global de dépréciation des actifs est estimé à plusieurs centaines de milliards de dollars. L'ampleur de la crise du système bancaire et la chute des Bourses dans les pays avancés ont été des signes précurseurs d'une rupture du cycle de croissance économique. Plusieurs plans

de sauvetage, pour freiner la crise et soutenir les économies des pays avancés, ont été mis en place par les autorités. Les banques centrales ont aussi été contraintes de prendre des mesures, en vue d'atténuer la volatilité sur les marchés internationaux, en injectant beaucoup de liquidités dans le système bancaire et en procédant à une série de réduction des taux d'intérêt.

Encadré1 : crise financière

Au début de la première décennie du troisième millénaire, il a été initié aux États-Unis un système de crédits à risque, appelés « subprime », accordés à l'historique de crédits difficiles ou à une clientèle dont la solvabilité est en dessous d'un certain seuil et portant sur des prêts hypothécaires (immobiliers), des cartes de crédit, des locations de voitures ou d'autres prêts à risque. Le système est ainsi basé sur la majoration du taux d'intérêt pour compenser les risques pris par les prêteurs. Démarré en 2001, le mécanisme a mobilisé 200 milliards de dollars de prêts hypothécaires en 2002 et s'est développé pour atteindre 640 milliards de dollars en 2006.

Les ménages américains, pour financer leur consommation et l'acquisition de leur logement, n'hésitaient pas à s'endetter auprès des instituts de crédits à des niveaux très élevés et à mettre en gage leurs biens immobiliers en guise de garantie de leur dette : le contrat stipulait que si le débiteur ne parvient pas à payer, son bien est vendu pour honorer la dette. Le phénomène a pris de l'ampleur depuis 2002, favorisé par la Réserve fédérale (FED), qui a encouragé le crédit facile pour relancer l'économie et permettre à des millions de foyers modestes de devenir propriétaires, moyennant des prêts à prime élevée, dits "subprimes". Au début de l'année 2007, l'effondrement du marché immobilier américain a induit une hausse des taux d'intérêt, le logement ayant perdu de la valeur. Ainsi, les ménages ont eu des difficultés pour rembourser aux instituts de crédit la dette contractée. L'ampleur de la crise a entraîné l'effondrement de la valeur de ces biens. A la suite des établissements de crédit, les banques sont à leur tour touchées. Toutes les banques du monde étant liées par des accords financiers, la crise se propagea en Europe et en Asie. L'annonce de la faillite de plusieurs banques américaines et européennes a provoqué une crise de confiance sur les marchés financiers internationaux, européens notamment, avec les difficultés que rencontrent les premières banques françaises et allemandes. Il s'en est suivi un manque criard de liquidités au niveau des institutions financières privées. Les différentes banques centrales, particulièrement américaine (FED) et européenne (BCE) ont pris la ferme résolution d'injecter des liquidités dans le circuit monétaire afin de permettre aux banques privées de se renflouer, d'une part, et d'éteindre la crise sur les places boursières touchées par le phénomène, d'autre part à travers les rachats des créances et la baisse de taux d'intérêt directeurs.

Sur le marché de change, la parité dollar/euro évolue de façon erratique, mais la tendance est globalement orientée dans le sens de la dépréciation de la monnaie unique européenne face à la devise américaine.

Sur le marché des matières premières, l'ascension des prix, observée durant la première moitié de 2008, représente un nouveau défi pour la croissance économique mondiale, surtout pour les pays importateurs en général, et plus particulièrement ceux importateurs de pétrole. En effet, la poursuite de la flambée des prix des produits de base a représenté de réels risques de tensions inflationnistes, de baisse de l'activité économique et de la dégradation des comptes extérieurs. Les produits énergétiques, les produits alimentaires et les minéraux ont été les plus concernés, avec des prix qui ont atteint des records

historiques. L'afflux d'argent, provenant notamment des fonds spéculatifs et accentué par la dépréciation continue de la monnaie américaine qui stimule la demande de matières premières libellées en dollars, a précipité la généralisation de la hausse des prix dans tous les marchés. L'émergence d'une nouvelle ère d'échanges commerciaux, basée sur l'électronique et le boom des biocarburants, ont conforté progressivement la ruée des spéculateurs dans le secteur des produits agricoles, notamment les céréales et les produits oléagineux.

Depuis le mois d'août 2008, les marchés des produits alimentaires (notamment les céréales et les oléagineux) et du pétrole évoluent en baisse, après avoir enregistré des niveaux de hausse sans précédent et servi de refuge à des investisseurs internationaux, l'ampleur de la crise financière et les sombres perspectives de l'économie mondiale ayant dissipé les ardeurs et inversé les tendances. Au quatrième trimestre de 2008, un repli des cours dans la plupart des marchés succède à la flambée générale des prix, observée au cours des trimestres précédents. Les investisseurs s'en sont détournés, craignant une chute de la demande globale de matières premières, due au ralentissement économique mondial.

1- CROISSANCE ET COMPETITIVITE

1.1. Estimations des ressources et emplois du PIB en 2008

1.1.1. Les ressources du PIB

La situation économique et financière du Sénégal serait marquée en 2008 par la hausse continue des prix des produits alimentaires et un niveau élevé du prix des produits énergétiques de janvier à août 2008, conduisant à une baisse de la demande. Du côté de l'offre, la mise en œuvre de la GOANA conjuguée à la bonne saison des pluies serait favorable à l'agriculture. Quant au secteur secondaire, il serait affecté par les retards de paiement de l'Etat vis-à-vis du secteur privé et les difficultés des ICS, malgré leur recapitalisation. S'agissant du secteur tertiaire, il serait marqué par un ralentissement en raison notamment, de la baisse de 18,5% des activités immobilières. Au total, le taux de croissance réelle du PIB est estimé à 3,9% contre 4,8% en 2007. Quant au PIB non agricole, il devrait progresser de 2,7% contre 5,7% en 2007.

Le **secteur primaire** devrait croître de 14,9% en 2008 contre une baisse de 0,3% en 2007, à la faveur de la reprise du sous secteur agricole en raison essentiellement de la bonne saison des pluies avec des précipitations qui ont progressé en moyenne de 36,7% par rapport à 2007, et sous l'impulsion de la GOANA initiée par le Gouvernement.

Ainsi, la croissance du sous secteur agricole est attendue à 24% contre une baisse de 8,6% en 2007. Cette performance du sous secteur agricole est le fait aussi bien des cultures industrielles, qui croîtraient de 36,4%, que des cultures vivrières avec une progression estimée à 18,9%.

Le sous secteur de l'élevage, devrait progresser de 8,4% en 2008 contre 10,2% l'année précédente, traduisant le maintien du dynamisme impulsé essentiellement par la forte demande.

Pour ce qui est du sous-secteur de la pêche, il devrait augmenter de 1,8% contre une hausse de 8,2% en 2007. Ce ralentissement des débarquements serait imputable à la baisse de l'activité de la pêche industrielle de plus de 24% reflétant les difficultés du secteur liées notamment à la rareté de la ressource. Il a été atténué par la bonne tenue de la pêche artisanale qui croîtrait de 6,8%.

Le **secteur secondaire** devrait enregistrer une baisse de 0,9% contre une hausse de 4,3% en 2007. Cette situation découlerait des contre performances enregistrées par les sous secteurs des activités extractives, des corps gras alimentaires et de la production chimique, mais également de la baisse de la demande consécutive à l'envolée des prix des produits alimentaires et énergétiques. En effet, près du quart des industriels¹ soutiennent que la baisse de la demande constitue la principale contrainte du secteur.

¹ Ces informations proviennent de l'enquête de conjoncture réalisée par la DPEE depuis avril 2008.

L'activité des industries extractives poursuivrait sa tendance baissière entamée depuis 2005. En effet, le sous secteur connaîtrait une baisse de 10,4% par rapport à 2007, imputable au retard de redressement des ICS après leur recapitalisation. En ce qui concerne les corps gras alimentaires, ils devraient enregistrer une baisse de 44% contre une hausse de 7,7% en 2007. Ce repli serait lié en partie à la baisse de la production arachidière pendant les deux précédentes années et à celle de la demande suite à l'augmentation du prix de l'huile de plus de 12%.

Pour ce qui est des autres industries, elles sont attendues en baisse de 4,1% contre une hausse de 4,3% en 2007, en raison notamment des difficultés dans les industries chimiques et dans le sous secteur des « transformation et conservation de viande et de poisson ». Cette situation devrait être atténuée par la poursuite de la reprise de l'activité de raffinage.

La production chimique, malgré la recapitalisation des ICS, enregistrerait une baisse de 18% en 2008, liée à un recul aussi bien de l'acide phosphorique que de l'engrais, contre une progression de 42,1% en 2007.

Quant aux industries de « transformation et de conservation de viande et de poisson », elles afficheraient une baisse de 10,1% consécutive à celle enregistrée en 2007 de 5,7%, en liaison avec les difficultés de la pêche industrielle. Cette baisse s'expliquerait par la lourdeur de la charge énergétique et la faiblesse du dollar face à l'euro qui favoriserait les exportations de nos concurrents en zone dollar tels que la Thaïlande et certains pays de l'Amérique latine. Aussi, la plupart des entreprises du sous secteur fermeraient ou fonctionneraient à perte.

Pour ce qui est du sous secteur de l'égrenage de coton et des activités textiles, il connaîtrait une chute de 27,1% contre une hausse de 10,2% en 2007. Cette baisse s'expliquerait par les contreperformances agricoles de la précédente campagne, les coûts des facteurs élevés (facture énergétique et accès au financement) et la concurrence des produits chinois.

L'activité de fabrication de « cuir, articles de voyage et chaussure » enregistrerait également une baisse de 8,4% traduisant les difficultés relevées depuis 2004. Celles-ci seraient liées au fait que les produits sénégalais sont moins compétitifs à l'étranger en raison de la rareté de la matière première (peau brute) qui fait l'objet de convoitise de nos concurrents sur le marché local et aux difficultés d'importations des produits semi-finis (fins de séries de peaux) en provenance d'Italie.

En revanche, les difficultés du secteur industriel ont été atténuées par l'activité de raffinage qui aurait poursuivi son redressement entamé en 2007 avec une hausse de 91,5% après avoir augmenté de 128,4% en 2007. De même, les activités de fabrication de produits alimentaires céréaliers progresseraient de 24,1% contre une baisse de 4,2% en 2007.

Dans le sous secteur de l'énergie, l'activité progresserait de 11% à la faveur des mesures prises par la SENELEC pour accroître l'offre qui reste néanmoins inférieure à la demande, singulièrement pour la

production de la haute tension destinée aux entreprises qui baisserait de plus de 20%, affectant ainsi la production industrielle.

L'activité des BTP devrait croître de 3,6%, mais subirait un ralentissement puisqu'elle a connu une hausse de 11,7% en 2007. Cette situation serait imputable à la baisse des investissements publics par rapport à 2007 et aux difficultés des entrepreneurs du secteur, liées aux créances de l'Etat. En effet, en moyenne plus de 55% des entreprises du BTP soutiennent que les créances de l'Etat constituent la principale source de leurs difficultés. Ce ralentissement de l'activité marquerait une rupture de la tendance observée sur la période 2002-2007 de hausse moyenne d'environ 12%, ce qui a fait dire à certains qu'il existerait une bulle immobilière dans le secteur.

Encadré 2 : bulle immobilière

La tendance actuelle marquée par la hausse vertigineuse des prix de l'immobilier dans la région de Dakar a conduit la DPEE à réaliser une étude qui s'interroge sur la présence ou non d'une bulle immobilière.

Une bulle spéculative est généralement définie comme une phase pendant laquelle les prix s'affranchissent de leurs relations habituelles avec les données économiques dites fondamentales et s'inscrivent dans une tendance fortement haussière et autonome. Etroitement liée à des comportements spéculatifs, la bulle immobilière se manifeste par une augmentation du prix de l'immobilier sans rapport avec de nombreux fondamentaux économiques comme les revenus ou le rendement locatif des biens immobiliers.

A l'aide des informations brutes sur les ventes de biens immobiliers recueillies auprès des services de conservation foncière de la Direction Générale des Impôts et des Domaines, des indicateurs annuels du prix de l'immobilier ont été confectionnés relatifs aux secteurs : **Dakar – Plateau** (centre ville, Médina, Fass, Gueule tapée, Reubeuss, Gibraltar, Colobane), **Grand Dakar** (Point E, Fann, Amitié, Zones A et B, Grand-Dakar, Niaari Talli, HLM, Baobab, Bourguiba, Dieupeul, Castor, Libertés, Sacré Cœur, Mermoz, VDN, Foire, Grand-Yoff, Ouakam, Almadies); **Banlieue** (Pikine, Guediawaye, Parcelles Assainies, Mbao, Keur Massar) ; et un quatrième indicateur qui synthétise l'évolution du prix de l'immobilier dans ces trois zones.

Les indicateurs présentent le même profil qui peut être décrit en trois phases : une évolution ascendante et régulière de 1960 jusqu'à 1995, suivie d'une hausse plus rapide à partir de 1996 et enfin, une accélération de la croissance depuis le début des années 2000.

S'agissant du rapport entre le prix des biens immobiliers et le loyer, du début des années 80 à la fin des années 90, il a évolué de manière plus ou moins stable. Durant cette période, même si, par moment, le prix de l'immobilier a crû plus vite que celui de la location, il s'en est suivi un effet de rattrapage synonyme d'un marché (ré)équilibré.

Toutefois, les évolutions présentent une tendance haussière très marquée ces huit dernières années. De manière générale, la hausse du prix du logement ne semble pas être expliquée par le rendement locatif. On peut donc soupçonner l'existence d'une bulle spéculative sur le marché de l'immobilier.

L'étude des propriétés statistiques des indicateurs du prix et de la location vient confirmer la présence de bulles périodiques sur le marché immobilier dakarois. Les résultats permettent de situer les périodes d'expansion de la bulle immobilière au niveau des trois zones étudiées à savoir le Dakar-Plateau, le grand Dakar et la banlieue de Dakar. Ainsi, depuis le début des années 2000, les résultats indiquent que la bulle apparaît manifestement de manière ininterrompue dans la quasi-totalité des zones étudiées.

L'analyse portant sur l'indicateur synthétique des trois zones renseigne que, de façon générale, le marché de l'immobilier dans la capitale sénégalaise est caractérisé par une bulle qui persiste depuis près de sept ans.

Au niveau du **secteur tertiaire**, l'activité serait au ralenti en 2008. La croissance du secteur est projetée à 4,6% contre 6,8% en 2007. Cette situation résulterait notamment de la baisse des autres services notamment les activités immobilières de 18,5%, après une hausse de 15% un an auparavant. La contreperformance de ce sous secteur serait liée d'une part, à une insuffisance de la demande notamment pour les besoins de bureaux du fait d'une conjoncture intérieure peu favorable et d'autre part, aux créances de l'Etat vis-à-vis du secteur privé.

S'agissant des activités commerciales, elles croîtraient de 4% contre 3,8% en 2007, à la faveur des marges sur les produits primaires. Cependant, les marges sur les produits du secondaire et celles sur les produits importés sont affectées par la morosité de la demande qui constitue, selon près de 40% des commerçants, la principale cause des difficultés qu'ils rencontrent.

Quant au sous secteur des transports, postes et télécommunications, il devrait maintenir son dynamisme avec une croissance de 11,5% relativement à 2007. L'activité de transport serait caractérisée par la bonne tenue du transport terrestre qui croîtrait de plus de 15%, atténué par le ralentissement du transport aérien, en relation avec la baisse des arrivées de touristes et, le repli du transport ferroviaire dû essentiellement aux difficultés des ICS. Quant aux activités de télécommunications, elles seraient marquées par le boom de la téléphonie mobile et de l'internet qui croîtraient toutes les deux de plus de 30% et le repli des activités la téléphonie fixe de plus de 18%.

En ce qui concerne le sous-secteur des autres services, il fléchirait de 1,6% du fait essentiellement de la baisse des activités immobilières. Les activités du sous secteur des « hôtels bars et restaurants » reculeraient également de 0,2% en raison notamment d'une baisse d'environ 14% des arrivées de touristes empruntant le trafic aérien. Deux facteurs expliqueraient essentiellement les difficultés de ce sous secteur, selon les professionnels : (i) le coût élevé du transport aérien qui ne favorise pas la destination Sénégal et ; (ii) la perte de compétitivité vis-à-vis d'autres destinations du fait de l'appréciation de l'euro face au dollar.

Les offres de services d'éducation progresseraient de 5,6% contre 5,9% en 2007, maintenant ainsi leur dynamisme grâce notamment au budget alloué à ce secteur. Quant aux services de santé, ils se seraient redressés en augmentant de 13,4% après la baisse d'autant observée en 2007.

1.1.2. Les Emplois du PIB

La **consommation finale** est estimée à environ 91% du PIB en 2008, soit un taux d'épargne intérieure brute de 9% comme en 2007. La **Formation Brute de Capital Fixe** (FBCF) croîtrait de 0,5% en 2008 contre 6,8% en 2007. Ce ralentissement est essentiellement imputable à la FBCF publique qui reculerait de 7,6%. Quant à la FBCF privée, elle progresserait de 3,3% relativement à 2007. Le taux d'investissement mesuré par la FBCF s'établirait ainsi en 2008 à 22,9% contre 24,2% en 2007.

Concernant la **demande intérieure**, elle progresserait de 4,5% en 2008, contre 6,7% l'année précédente, tirée par la consommation finale. Pour ce qui est de la **demande extérieure**, elle serait marquée par le ralentissement des importations qui augmenteraient de 1,1% et le repli des exportations de 3,9%. Aussi, le déficit commercial est estimé à 20,9% du PIB.

1.1.3. Inflation et Compétitivité

L'**inflation** mesurée par le déflateur du PIB est attendue en 2008 à 7,8% contre 5,4% en 2007. Cette progression s'expliquerait d'une part, par la poursuite du renchérissement des produits de consommation, consécutif à la crise alimentaire et au cours élevé du baril de pétrole, et d'autre part par la hausse des prix de certains produits destinés à l'exportation, notamment ceux chimiques.

L'inflation mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation se situe à 5,9%, sur les onze (11) premiers mois de l'année 2008. Cette hausse des prix est essentiellement le fait des produits alimentaires qui progressent globalement de 9,9% et des transports de 9,7%, en liaison avec la crise alimentaire et énergétique. Toutefois, l'inflation a été atténuée par les subventions de l'Etat de ces produits et la dépréciation du dollar face à l'euro sur les dix premiers mois. En effet, le prix international du riz, libellé en dollar, a augmenté de plus de 90% sur les dix premiers mois de 2008, et ceux de l'huile de palme, de l'huile d'arachide, du maïs et de l'huile de soja ont crû respectivement de 75%, 39,4%, 46% et 70%. Les prix internationaux des produits laitiers ont également augmenté de plus de 30% de même que ceux du baril de pétrole en moyenne de 57,8% sur les dix premiers mois de l'année.

Avec ces tensions inflationnistes, l'économie sénégalaise enregistrerait des **pertes de compétitivité** de l'ordre de 4% en raison essentiellement d'un différentiel d'inflation défavorable par rapport aux principaux partenaires à l'exception de ceux de la zone UEMOA et, dans une moindre mesure d'une appréciation de la monnaie nationale, liée à l'appréciation de l'euro, notamment vis-à-vis des autres pays de la CEDEAO et des pays industrialisés. Au total, des pertes de compétitivité sont relevées vis-à-vis de l'ensemble des pays partenaires, à l'exception des pays de l'UEMOA. Par rapport à ceux-ci, l'économie dispose plutôt de gains de compétitivité estimés à environ 2%, en raison d'une hausse moins rapide des prix au Sénégal.

1.2. Perspectives économiques en 2009

1.2.1. Les Ressources du PIB

Les perspectives macroéconomiques en 2009 reposent sur la poursuite des objectifs de croissance et d'un ensemble de mesures prévues dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) de seconde génération.

En 2009, la croissance est attendue à 5,2% sous l'hypothèse d'une bonne tenue du secteur primaire à la faveur du bon comportement du sous secteur agricole, d'une reprise du sous secteur secondaire et du maintien du dynamisme du secteur tertiaire.

Le **secteur primaire** devrait croître de 7,5% en 2009, sous l'impulsion du sous secteur agricole qui devrait progresser de 11% grâce à la poursuite de la mise en œuvre des politiques du gouvernement en matière de développement agricole, notamment la GOANA et à la mise en œuvre des orientations définies notamment dans le Programme National de Développement Agricole (PNDA), la Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale (LOASP) et le Plan Retour Vers l'Agriculture (REVA).

La croissance du sous secteur de l'élevage est attendue à 4,3% en 2009 grâce à l'amélioration des productions animales à travers la modernisation des systèmes de production et l'amélioration de la santé animale. La bonne campagne agricole de 2008 devrait également favoriser la disponibilité de fourrage de bétail. La sécurisation de l'élevage agro-pastoral à travers notamment la poursuite et la consolidation des actions de lutte contre les feux de brousse et le développement de la filière avicole, en particulier l'aviculture industrielle, contribueront à la bonne tenue du sous secteur. La mise en œuvre du volet Elevage de la GOANA devrait permettre d'accroître progressivement la production laitière.

S'agissant des activités forestières et de la sylviculture, la politique du maintien des équilibres des écosystèmes devrait être poursuivie afin d'améliorer le cadre de vie en milieu urbain et rural. La croissance du sous secteur est projetée à 1,5% en 2009, à la faveur de la mise en œuvre des programmes de gestion du potentiel forestier et faunique dans l'ensemble du territoire (delta du saloum, ferlo, casamance, Sénégal oriental etc.).

Dans le sous secteur de la pêche, la croissance est attendue à 2,5% en 2009, sous l'impulsion de la pêche artisanale. La sécurité en mer devrait être renforcée ainsi que la lutte contre la pollution des eaux marines et continentales. L'aquaculture et la pêche continentale devraient être développées et les moyens de surveillance des captures, renforcés.

Pour ce qui est du **secteur secondaire**, il devrait croître de 5,5% en 2009 après le repli de 0,9% enregistré en 2008, à la faveur notamment de la bonne tenue des activités extractives, du raffinage de pétrole et de la fabrication de produits chimiques avec des croissances respectivement projetées à 20%,

20,5% et 15%. Cette bonne évolution des activités d'extraction minière et de production chimique serait liée au redressement des ICS après leur recapitalisation en 2008.

S'agissant des corps gras alimentaires, ils devraient se redresser à la faveur notamment de la bonne campagne agricole de 2008/2009. En effet, la croissance du sous secteur est attendue à 2% contre une baisse de 44% en 2008. De même, les activités d'égrenage de coton et de fabrication de textile bénéficieraient essentiellement de la bonne production cotonnière enregistrée à la précédente campagne agricole 2008/2009 avec une croissance de 8% consécutive à la baisse de 27,1% enregistrée en 2007/2008.

Les activités de raffinage devraient croître de 20,5% à la faveur de la poursuite de la baisse du prix du baril de pétrole et des mesures d'assainissement de la Société Africaine de raffinage (SAR).

Concernant le sous secteur de l'énergie, il devrait croître de 4,7% contre une hausse de 11% en 2008, soit en dessous de l'évolution de la demande estimée à plus de 7%.

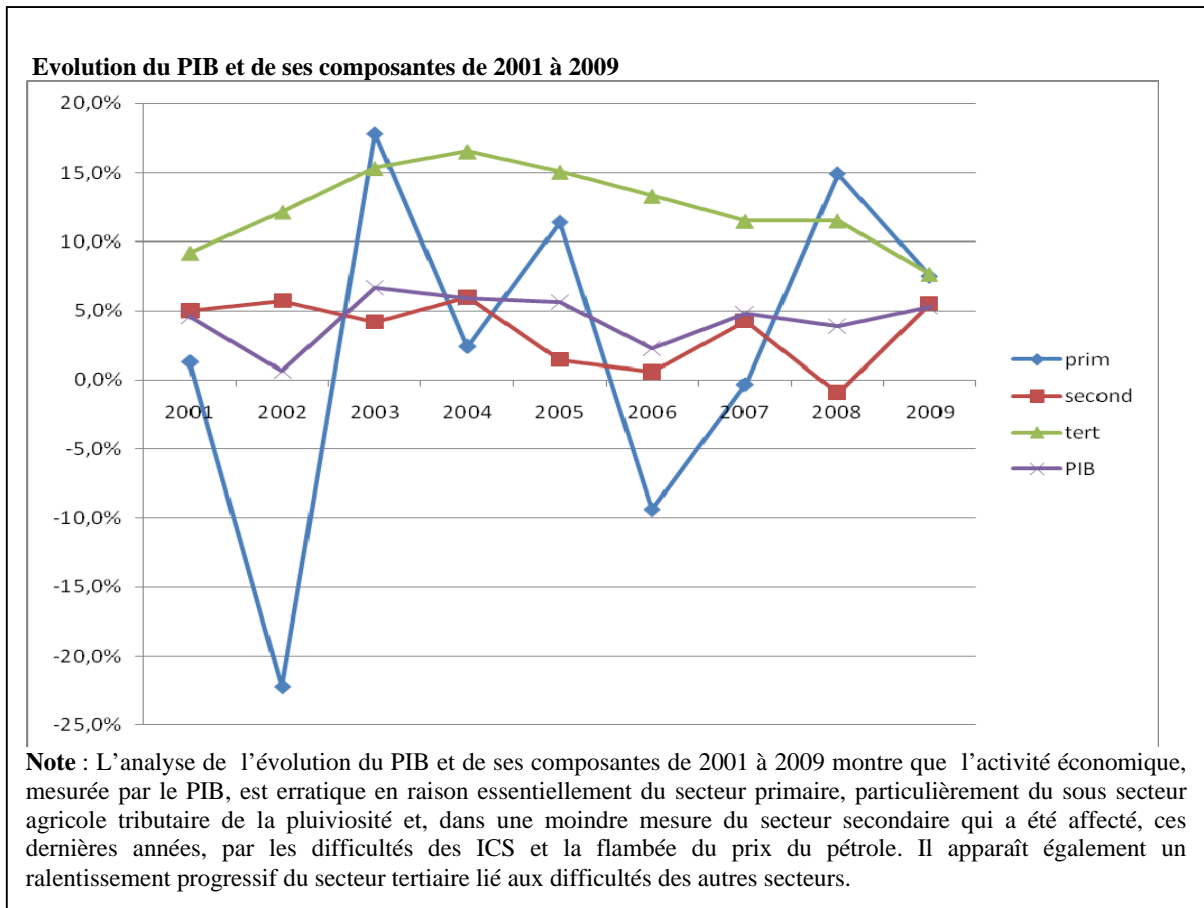
Les activités des BTP devraient progresser de 4% en 2009 contre 3,6% en 2008.

Concernant le **secteur tertiaire**, il croîtrait de 5,6% en 2009 contre 4,6% en 2008 sous l'impulsion notamment des activités commerciales et de celles des « transports et de postes et télécommunications ». Les activités commerciales devraient progresser de 5,9% sous l'effet des marges sur les produits du primaire, du secondaire et des importations, contre une hausse de 4% en 2008. Le sous secteur des « transports, postes et télécommunications » devraient croître de 7,7%, à la faveur de l'extension du réseau de la téléphonie mobile et du maintien du dynamisme de l'internet avec notamment le début d'exploitation de la troisième licence de téléphonie.

S'agissant des autres services, ils enregistreraient une hausse de 3,8% liée à la légère reprise des activités immobilières et de celle des « hôtels, bars et restaurants », contre une baisse de 1,6% en 2008. En effet, les activités immobilières devraient progresser de 0,5%, suite au règlement des créances du secteur privé sur l'Etat, après la baisse de 18,5% en 2008. Quant aux « hôtels, bars et restaurants », ils devraient progresser de 5% en raison notamment du renforcement de la promotion touristique, après la baisse de 2% observée en 2008.

Les services d'éducation et de formation et ceux de « santé et d'action sociale » devraient croître respectivement de 4,8% et 5% en 2009.

Encadré 3 : Evolution du PIB et de ses composantes sur la période 2001-2009



1.2.2. Les emplois du PIB

Concernant les **emplois du PIB**, la consommation finale devrait croître à un rythme de 5% et représenterait ainsi 91% du PIB, soit un taux d'épargne de 9% du PIB comme en 2008. La FBCF croîtrait de 6,1% en 2009 contre 0,5% en 2008. Son taux s'établirait ainsi à 23,8% du PIB contre 22,9% en 2008.

Au total, la demande intérieure progresserait de 5,4% en 2009, tirée par l'investissement privé, notamment les Investissements Directs Etrangers qui représenteraient 3,8% du PIB.

S'agissant de la demande extérieure nette, les exportations et les importations de biens et services en termes réels sont respectivement projetées en hausse de 3,8% et 4,9% en 2009. Au total, le déficit de la balance commerciale s'établirait à 18,6% du PIB.

1.2.3. Inflation

Le niveau général des prix mesuré par le déflateur du PIB est attendu à 3,1% en 2009 contre 7,8% en 2008, traduisant la baisse des tensions sous l'effet de la bonne campagne agricole de 2008/2009 et d'un cours favorable du baril de pétrole.

2. LES FINANCES PUBLIQUES

2.1. Exercice budgétaire en 2008

La gestion budgétaire en 2008 devrait se traduire par un niveau satisfaisant de recouvrement des recettes budgétaires et une progression maîtrisée des dépenses publiques en vue notamment de régulariser les instances de paiement vis-à-vis du secteur privé, enregistrées au cours des deux derniers exercices budgétaires.

2.1.1. Les recettes budgétaires

Les **ressources budgétaires** pour l'année 2008 sont estimées à 1209,5 milliards² contre 1100,1 milliards en 2007, soit une progression de 108,9 milliards en valeur absolue et de 9,9 % en valeur relative ; cette hausse est imputable à l'évolution favorable du recouvrement des recettes fiscales notamment de la TVA intérieure, de la taxe spécifique pétrole et de l'impôt sur le revenu.

Les **recettes fiscales** recouvrées pour l'année 2008 s'élèveraient à 1161 milliards contre 1041,4 milliards lors de la gestion précédente, soit une hausse de 11,5% reflétant une évolution moins rapide que celle de l'activité économique qui progresserait quant à elle de 12%, soit une baisse de 0,5 point du rendement fiscal. Cette légère baisse du rendement fiscal pourrait s'expliquer par la forte réduction des dépenses programmées dans la Loi de Finances Initiale et par la baisse des droits de porte et de la TVA à l'import sur le pétrole respectivement de 4,9% et 3,4%. Ainsi, la pression fiscale s'établirait à 19,5% du PIB, soit au dessus du plancher de 17% retenu au plan communautaire.

Les impôts directs sont attendus à 268,5 milliards en 2008 contre 231,3 milliards en 2007, soit une hausse de 37,2 milliards en valeur absolue et 16,1% en valeur relative, tirée notamment par l'impôt sur le revenu qui se situerait à 136,1 milliards contre 120,5 milliards en 2007, soit une augmentation de 15,6 milliards en valeur absolue et 12,9% en valeur relative. Quant à l'impôt sur les sociétés, il devrait s'établir à 90,7 milliards contre 78,7 milliards en 2007, soit une hausse de 12 milliards en valeur absolue et de 15,2 % en valeur relative, traduisant la reprise du secteur secondaire et le maintien du dynamisme du secteur tertiaire en 2007.

S'agissant des impôts indirects, ils devraient se chiffrer en 2008 à 811,5 milliards contre 743,4 milliards en 2007, soit une hausse de 9,2% en valeur relative traduisant le bon comportement des taxes sur biens et services (y compris TVA de porte). En effet, celles-ci devraient ressortir à 635,1 milliards contre 557,9 milliards précédemment, soit une augmentation de 77,2 milliards en valeur absolue et de 13,8% en valeur relative, imputable essentiellement à la TVA intérieure (y compris TVA pétrole) et à la taxe spécifique sur le pétrole qui augmenteraient respectivement de 43,5 milliards et 14,1 milliards entre 2007 et 2008. Quant à la TVA à l'importation, elle serait évaluée en 2008 à 259,4 milliards contre 248,5 milliards en 2007, soit une hausse de 10,9 milliards en valeur absolue et de 4,4% en valeur relative, provenant du bon comportement de la TVA à l'importation hors pétrole qui couvrirait la baisse de 10,3 milliards de la TVA pétrole. Pour ce qui est des droits de porte, il est attendu une baisse de 9,1 milliards en 2008 par rapport à la réalisation de 2007 d'un montant de 185,5 milliards.

² Conformément à la Loi de Finances Rectificatives 2008.

S'agissant des **recettes pétrolières**, elles s'établiraient à 226,6 milliards dont 86,2 milliards au titre de la taxe sur la consommation, soit 20% des recettes fiscales. Elles progresseraient ainsi de 14% contre une hausse de 16,2% en 2007. Cette hausse serait essentiellement le fait du FSIPP et de la TVA intérieure, atténuée par les droits de porte et la TVA à l'importation. En effet, le recouvrement du FSIPP s'établirait à 32 milliards en 2008 contre 25,8 milliards en 2007, soit une hausse de 6,2 milliards et la TVA intérieure passerait de 13,5 milliards à 33 milliards, soit une hausse de 19,5 milliards. En revanche, les droits de porte et la TVA à l'importation connaîtraient des baisses respectives de 0,8 milliard et 10,3 milliards en glissement, atteignant respectivement 22,4 milliards et 53 milliards. Cette baisse se ferait au profit de la TVA intérieure en raison de la reprise des activités de raffinage de la SAR.

Les droits d'enregistrement et de timbre passeraient de 40,8 milliards en 2007 à 49 milliards en 2008, soit une augmentation de 8,2 milliards, liée à l'instauration des passeports numérisés.

Les **recettes non fiscales** de l'année 2008 devraient se chiffrer à 48 milliards contre 58,9 milliards un an auparavant, soit une baisse de 10,9 milliards imputable à la recette de 14 milliards reçue d'ARCELOR-MITAL en 2007 au titre de l'exploitation du domaine minier du Sénégal oriental.

2.1.2. Les dépenses publiques

Les **dépenses totales et prêts nets** sont projetés à 1543,1 milliards contre 1435,6 milliards en 2007, soit une hausse de 7,5%. Ils sont constitués de dépenses courantes dont le montant est estimé à 995,9 milliards, des dépenses d'équipement évaluées à 549,9 milliards et de prêts nets de -2,7 milliards.

Les dépenses de personnel pour l'année 2008 sont prévues à 358,1 milliards contre 328,6 milliards en 2007. Elles devraient ainsi connaître un accroissement de 29,5 milliards en valeur absolue et de 9% en valeur relative, par rapport à la gestion budgétaire 2007, lié essentiellement aux primes et autres indemnités ; les salaires de base n'ayant augmenté que de 4% en moyenne. Le ratio masse salariale sur recettes fiscales resterait en dessous du plafond communautaire de 35% en s'établissant à 30,8% contre 31,6% en 2007, soit une amélioration de 0,7 point.

Les intérêts sur la dette publique devraient passer de 29 milliards à 35,3 milliards entre 2007 et 2008, soit une hausse de 6,3 milliards sous l'effet aussi bien de la dette intérieure qu'extérieure.

Les autres dépenses courantes sont projetées à 602,5 milliards en 2008 contre 507,3 milliards l'année précédente. Elles progresseraient ainsi de 18,8% en variation relative en raison des transferts et subventions qui devraient augmenter de 42,3%, au profit notamment des produits pétroliers et alimentaires dont les subventions sont estimées à 163,1 milliards, soit 2,7% du PIB. Quant aux dépenses de fourniture et entretiens, elles fléchiraient de 4% pour s'établir à 230,7 milliards.

Les **dépenses en capital** sont projetées à 549,9 milliards contre 565,3 milliards en 2007, soit une baisse de 2,7% en valeur relative imputable aux dépenses en capital sur ressources internes.

Celles-ci sont projetées à 323,9 milliards en 2008 dont 65,9 milliards au titre des ressources PPTTE et IADM. Elles connaîtraient ainsi un repli de 10,6% par rapport à 2007, reflétant la finalisation de la 1^{ère} phase des grands travaux publics, notamment dans le cadre du Programme d'Amélioration de la Mobilité

Urbaine (PAMU). Toutefois, les dépenses en capital sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales resteraient au dessus du seuil communautaire fixé à 20%, en s'établissant à 27,9%.

Pour ce qui est des dépenses d'investissement sur ressources extérieures, elles s'établiraient à 226 milliards en 2008 contre 203,2 milliards en 2007, soit une amélioration de 23,8 milliards en valeur absolue et de 11,2% en valeur relative.

Au total, le **déficit budgétaire global** (base ordonnancement) ressortirait à 201,3 milliards, soit 3,4% du PIB contre 3,5% du PIB en 2007. Hors dons, ce déficit serait de 5,6% du PIB. Le déficit budgétaire de base (hors PPTTE et IADM) se situerait à 23,3 milliards, soit 0,5% du PIB.

S'agissant du **financement**, le recours aux ressources extérieures nettes est évalué à 202,7 milliards en 2008, soit une hausse de 79,2 milliards par rapport à 2007, imputable essentiellement aux tirages qui s'établiraient à 242,8 milliards dont 110,2 milliards de trésorerie. Quant au **financement intérieur net**, il est évalué à -1,4 milliard. Le financement bancaire a baissé de 7,3 milliards en 2008 en raison notamment des remboursements de titres publics (bons de trésor et d'emprunt obligataire) plus importants que les émissions.

2.1.3. La dette publique

L'encours total de la dette publique est estimé en 2008 à 1558,2 milliards, soit 26% du Produit Intérieur Brut contre 23,7% du PIB en 2007, soit en dessous de la norme de 70% retenue par l'UEMOA. Il se répartirait en 1171,2 milliards de dette extérieure et 387 milliards de dette intérieure³, soit respectivement 19,5% du PIB et 6,5 % du PIB. La dette intérieure intégrerait 152,6 milliards d'emprunt obligataire et 54,7 milliards de bons de trésor.

Par ailleurs, le service de la dette publique extérieure s'élèverait à 76,1 milliards en 2008, soit 6,3% des recettes budgétaires contre un seuil de viabilité de 30%. Par rapport aux exportations de biens et services, il représenterait 5,6% contre un plafond de 20% retenu dans le cadre de l'analyse de viabilité de la dette publique.

2.2. Projections budgétaires en 2009

La gestion budgétaire en 2009 devrait se traduire par un bon niveau de recouvrement des recettes et une progression prudente des dépenses publiques. Elle sera en cohérence avec le cadrage macroéconomique avec un accent particulier sur les dépenses sociales.

³ Il s'agit de la dette contractuelle. Celle-ci n'intègre pas les retards de paiement au secteur privé.

2.2.1. Les recettes budgétaires

Les **recettes budgétaires** pour l'année 2009 sont arrêtées à 1337 milliards contre 1209,5 milliards en 2008. Elles enregistreraient ainsi une progression de 10,5% par rapport à l'année 2008, du fait essentiellement de l'évolution favorable du recouvrement des recettes fiscales.

Les **recettes fiscales** attendues pour l'année 2009 s'élèvent à 1302 milliards contre 1161 milliards en 2008, soit une hausse de 141 milliards en valeur absolue et de 12,1% en valeur relative, traduisant à la fois une bonne tenue de l'activité économique et l'amélioration du rendement fiscal attendue. La pression fiscale s'établirait à 20 % du PIB, soit au dessus du plancher communautaire fixé à 17 %.

Les impôts directs sont projetés en 2009 à 337,7 milliards contre 268,5 milliards en 2008, soit une progression de 69,2 milliards en valeur absolue et de 25,8 % en valeur relative, due à la bonne évolution de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur les revenus et dans une moindre mesure de l'IRCM. En effet, l'impôt sur les sociétés devrait s'établir à 132,7 milliards contre 90,7 milliards en 2008, soit une amélioration de 42 milliards en valeur absolue et de 46,3% en valeur relative, à la faveur de l'élargissement de la base fiscale. Pour ce qui est de l'impôt sur le revenu, il se situerait à 160,6 milliards en 2009 contre 136,1 milliards en 2008, soit une hausse de 24,5 milliards.

S'agissant des impôts indirects, ils devraient s'établir en 2009 à 868,5 milliards contre 811,5 milliards en 2008, soit une amélioration de 57 milliards en valeur absolue et de 7 % en valeur relative, imputable essentiellement aux taxes sur biens et services intérieures. En effet, celles-ci se chiffraient à 405,4 milliards contre 375,7 milliards en 2008, soit une hausse de 29,7 milliards en valeur absolue et de 7,9 % en valeur relative, reflétant la bonne évolution de la TVA intérieure pétrole et de la taxe spécifique sur la consommation (hors pétrole) qui progresseraient entre 2008 et 2009 respectivement de 9 milliards et de 11,7 milliards. La TVA à l'import devrait passer de 259,4 milliards en 2008 à 274,1 milliards en 2009, soit une augmentation de 14,7 milliards.

En ce qui concerne les droits d'enregistrement et de timbre, ils devraient se situer à 43,6 milliards en 2009 contre 49 milliards en 2008, soit une baisse de 5,4 milliards en valeur absolue et de 11 % en valeur relative. Cette baisse est en grande partie liée au tassement des taxes sur les timbres des passeports numérisés.

Quant au Fonds de Sécurisation de l'Importation des Produits Pétroliers, il devrait s'établir à 52,2 milliards en 2009 contre 32 milliards en 2008, soit une hausse de 20,2 milliards en valeur absolue et 63,1 % en valeur relative.

Toutefois, le montant des **recettes pétrolières**, représentant environ le quart des recettes fiscales de l'année 2009, pourrait ne pas être atteint en raison de la baisse continue du prix du baril de pétrole sur le marché international. En effet, les hypothèses de projections retenues dans le cadre de la Loi de Finances Initiale 2009 se sont fondées sur un prix moyen du baril de plus de 90 dollars alors que la tendance actuelle table sur un baril à moins de 50 dollars, malgré les tentatives de rationnement de la production par l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP). Il faudrait une bonne tenue de

l'activité économique intérieure pour pouvoir compenser les pertes de recettes sur le pétrole qui pourraient découler de cette baisse du prix.

Les **recettes non fiscales** de l'année 2009 devraient s'établir à 35 milliards contre 48 milliards l'année précédente, soit une baisse de 13 milliards en valeur absolue et de 27,1 % en valeur relative. Cette baisse serait due à une atténuation des dividendes attendus.

2.2.2. Les dépenses publiques

Les **dépenses totales et prêts nets** sont projetés à 1683,1 milliards contre 1543,1 milliards en 2008, soit une hausse de 9,1%. Les dépenses courantes sont fixées à 974,3 milliards et les dépenses d'équipement à 697,8 milliards.

Les dépenses de personnel pour l'année 2009 sont prévues à 389 milliards contre 358,1 milliards en 2008. Elles devraient ainsi connaître un accroissement de 31,9 milliards en valeur absolue et de 8,6% en valeur relative, par rapport à la gestion budgétaire 2008. **Le ratio masse salariale sur recettes fiscales ressortirait à 29,9%, soit en dessous du seuil de 35% retenu comme plafond communautaire.**

Les autres dépenses courantes sont projetées à 540,3 milliards en 2009, dont 13,4 milliards de dépenses sur ressources PPTTE et IADM, contre 602,5 milliards en 2008. Elles baisseraient ainsi de 10,3% du fait de la chute de 30,1% des transferts et subventions liée à l'arrêt des subventions de produits alimentaires et à l'élimination progressive des subventions sur le gaz butane jusqu'en juin 2009.

Les **dépenses en capital** sont projetées à 697,8 milliards contre 549,9 milliards l'année passée, soit une hausse de 26,9% en valeur relative, imputable aux dépenses financées sur ressources internes qui représenteraient 62,7% des dépenses en capital totales.

En effet, ces dépenses d'investissement financées sur ressources internes sont projetées à 437,8 milliards contre 323,9 milliards l'année précédente. Elles augmenteraient ainsi de 35,2% par rapport à 2008, soit un effort interne de 114,9 milliards. Celles financées sur ressources PPTTE et IADM sont attendues à 56 milliards. **Les dépenses en capital sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales s'établiraient à 33,6%, soit au dessus du plancher communautaire fixé à 20%.**

Pour ce qui est des dépenses d'investissement sur ressources extérieures, elles sont projetées à 260 milliards contre 226 milliards en 2008, soit une amélioration de 15%.

Au total, le **déficit budgétaire global** (base ordonnancement) ressortirait à 2,9% du PIB contre 3,3% en 2008. Quant au solde budgétaire de base (hors PPTTE, IADM et Coûts temporels des réformes structurelles), il s'établirait à 2,3 milliards, soit 0,04% du PIB.

S'agissant **du financement**, le Sénégal continuera à privilégier les concours des partenaires extérieurs à des taux concessionnels et à s'adresser au marché financier de l'espace UEMOA par le biais de l'émission de titres publics, en contribuant ainsi à dynamiser le marché desdits titres. Toutefois, il entend lever notamment 80 milliards de prêts non concessionnels pour le financement de l'autoroute à

péage. Ainsi, le financement extérieur net est projeté à 277 milliards en 2009 contre 202,7 milliards en 2008. Les tirages sont estimés à 229,8 milliards dont 152,8 milliards de prêts projets et 77 milliards de prêts programme. Quant au financement intérieur net, il est projeté à - 87 milliards en 2009, composé d'un tirage net sur le secteur bancaire de 5,4 milliards et d'un désengagement vis-à-vis notamment du secteur privé de 92,4 milliards dont l'essentiel porte sur la régularisation des instances de paiement enregistrées, le reliquat ayant été régularisé en 2008.

2.2.3. La dette publique

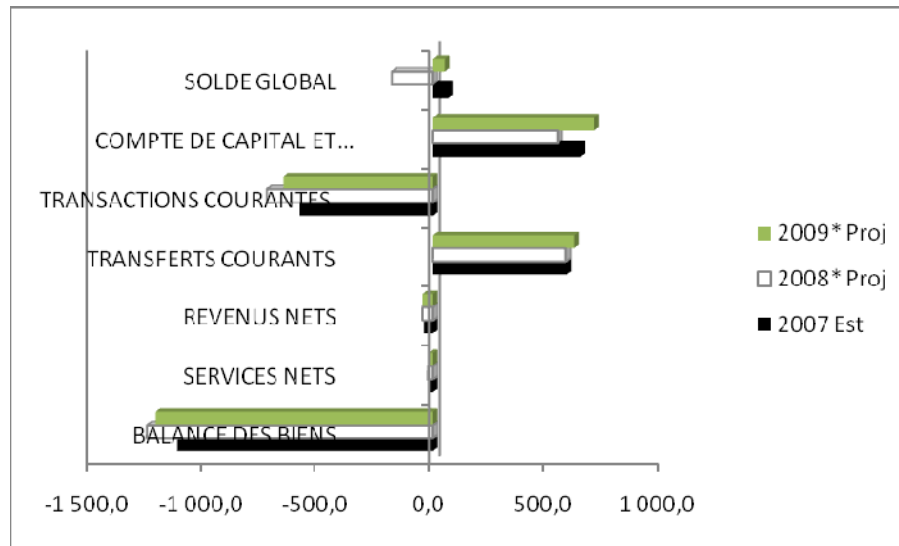
L'encours total de la dette publique devrait s'établir à 1840,2 milliards en 2009, soit 28,3 % du PIB contre 26% du PIB en 2008, soit en dessous de la norme de 70% retenue par l'UEMOA. Il se répartirait en 1448,2 milliards de dette extérieure, soit 22,3 % du PIB et 392 milliards de dette intérieure, soit 6,0% du PIB contre 6,5% du PIB en 2008. Le service de la dette publique extérieure rapporté aux recettes budgétaires s'établirait également à 6,0 % contre un seuil de viabilité de 30%. Par rapport aux exportations de biens et services, ce ratio représenterait 5,2% contre un plafond de viabilité de la dette publique de 20%.

3. LA BALANCE DES PAIEMENTS

3.1. Estimations de la balance des paiements pour l'année 2008

En 2008, la **balance des paiements** du Sénégal est estimée avec un solde global déficitaire de 176,9 milliards alors qu'en 2007 un excédent de 69,3 milliards avait été enregistré. Cette situation est liée à l'effet conjugué de l'aggravation du déficit du solde des transactions courantes et du repli de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières entre les deux dernières années. Le déficit du solde de la balance courante (dons compris) est estimé à 12,1% du PIB en 2008 contre 10,9% en 2007. Hors dons, il serait de 12,9% du PIB en 2008 contre 11,8% en 2007.

Figure 2 : Les soldes caractéristiques de la balance des paiements



3.1.1. Evolution de la balance courante

Le **compte extérieur courant**, structurellement déficitaire, a subi l'évolution de l'environnement économique et financier international difficile de 2008. Il ressortirait à 725,0 milliards, soit une dégradation de 144,2 milliards par rapport à 2007 liée à un déficit de la balance commerciale atténué par l'évolution positive des transferts courants.

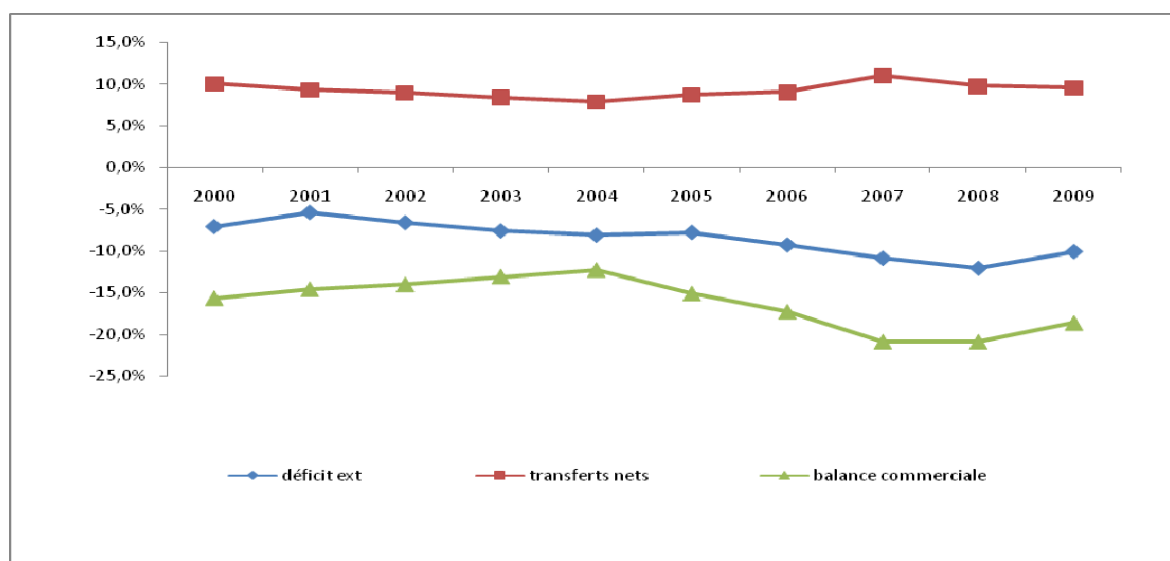
La **balance commerciale** subirait les effets de l'évolution des cours mondiaux des produits pétroliers et alimentaires, qui représenteraient globalement plus de 49% des importations et dont les coûts unitaires augmenteraient en moyenne respectivement de 24,3% et 32,3% entre 2007 et 2008. Le déficit de la balance commerciale est estimé à 1250,2 milliards en 2008 contre 1116,0 milliards en 2007, soit une dégradation de 134,2 milliards découlant d'une hausse moins rapide des exportations de (79,2 milliards) que des importations (213,4 milliards).

Les exportations de biens ressortiraient à 879,9 milliards en 2008 contre 800,7 milliards en 2007, soit une hausse de 9,9%. L'augmentation des ventes à l'extérieur de produits pétroliers à la faveur de la reprise des activités de la SAR, de produits chimiques et de ciment, permettrait de combler la baisse des exportations de produits arachidières et la quasi-stagnation des produits halieutiques et horticoles.

Les importations de biens sont estimées à 2130,1 milliards en 2008 contre 1916,7 milliards en 2007, soit une hausse de 11,1% en valeur relative liée essentiellement à l'augmentation des importations de produits pétroliers, alimentaires et des biens intermédiaires qui progresseraient respectivement de 56,0 milliards, 65,3 milliards et 63,5 milliards.

La **balance des services**, influencée fortement par la balance commerciale du fait du poids du fret à l'importation, demeurerait déficitaire avec un niveau de 17,8 milliards en 2008, soit légèrement en amélioration de 0,4 milliard par rapport à 2007. Quant aux **revenus nets**, le déficit passerait de 35,4 milliards en 2007 à 41,7 milliards en 2008, soit une détérioration de 6,3 milliards. Cette situation serait imputable exclusivement au solde des revenus des investissements dont le déficit s'aggraverait de 7,4 milliards au moment où l'excédent du solde des revenus du travail qui devrait établir à 36,5 milliards s'est légèrement bonifié de 1,1 milliard.

Figure 3 : Evolution en pourcentage du PIB du solde extérieur courant et de ses composantes



Les **transferts courants**, dont les effets sur la réduction de la pauvreté des populations sont avérés, contribueraient également sensiblement à amortir les répercussions de la balance commerciale sur le solde des transactions courantes car étant la seule composante qui enregistre des excédents grâce aux

envois des émigrés. Le solde des transferts courants serait passé d'un excédent de 588,9 milliards en 2007 à 584,7 milliards en 2008. Ce repli serait lié à la baisse de l'aide budgétaire au profit de l'Etat mais aussi au ralentissement du rythme des envois de fonds des émigrés qui augmenteraient de 12,7 milliards en s'établissant à 552,9 milliards en 2008 contre progression de 95,4 milliards en 2007. La morosité de l'activité économique notée au niveau des pays d'accueil des ressortissants sénégalais, notamment en Europe, expliquerait cette situation.

Encadré 4 : Etude sur l'impact des transferts des migrants sur la pauvreté

Une étude sur l'impact des transferts des émigrés sur la pauvreté a été réalisée à la DPPE, à partir d'une approche microéconomique exploitant la base de données de l'Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages (ESAM II).

L'étude révèle que les envois de fonds des migrants réduisent significativement le nombre de ménages en dessous de la ligne de pauvreté (**incidence**), à hauteur de 31%. **Autrement dit, le tiers des ménages recevant des transferts auraient été pauvres s'ils n'en recevaient pas.**

Les transferts de fonds accroissent en moyenne de 60% les dépenses par tête des ménages qui les reçoivent.

Par ailleurs, le découpage géographique indique que **Dakar et les autres villes présentent les impacts les plus forts avec respectivement 95% et 63,2% d'accroissement des dépenses en raison des transferts, comparés au milieu rural où l'impact n'est que de 6%.**

D'autre part, l'effet des transferts évolue de manière croissante avec le revenu conforté par la probabilité de recevoir un transfert, qui est d'autant plus élevée que le revenu est élevé. Cet effet est même très important chez les plus riches.

Par ailleurs, **l'incidence de la pauvreté dans les autres villes baisse fortement en raison des transferts des migrants (60%). En d'autres termes, deux ménages sur trois des autres villes recevant des transferts auraient été pauvres en l'absence de transferts.**

Curieusement, l'effet des transferts sur la réduction de la pauvreté serait faible en milieu rural en raison de la faiblesse relative des transferts en destination de ce milieu.

3.1.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières

Le **compte de capital et d'opérations financières**, dégagerait un solde excédentaire estimé à 548,1 milliards en 2008, insuffisant pour couvrir le déficit des transactions courantes. En 2007, l'excédent était de 650,1 milliards pour un solde du compte courant de 580,8 milliards.

Les transferts de capital, estimés à 111,0 milliards en 2008, connaîtraient une baisse de 70,5 milliards par rapport à 2007 imputable exclusivement au repli des transferts de capital publics. En effet,

l'importance du niveau observé en 2007 est le fait essentiellement du produit de la vente de la troisième licence de téléphonie mobile (89,1 milliards).

Le solde du compte des opérations financières afficherait un niveau de 437,1 milliards en 2008 contre 468,6 milliards en 2007, soit une contraction de 31,5 milliards. Celle-ci découlerait principalement de la baisse de 111,2 milliards enregistrée au niveau des capitaux privés, atténuée par la hausse de 10,5 milliards des IDE, et de 79,6 des capitaux publics.

3.2. Prévisions de la balance des paiements pour l'année 2009

La bonne campagne agricole, le renforcement des activités des ICS et la tendance baissière des cours mondiaux du pétrole se reflèteraient sur l'évolution de la balance des paiements qui afficherait, en 2009, un profil plus reluisant que celui de 2008. En effet, un solde global excédentaire de 55,0 milliards devrait être enregistré en 2009 contre un déficit de 176,9 milliards en 2008, soit une amélioration de 231,9 milliards.

3.2.1. Evolution de la balance courante

Le déficit du **compte extérieur courant** s'améliorerait de 73,2 milliards en ressortant à 651,8 milliards en 2009 contre 725,0 milliards en 2008 et représenterait 10,1% du PIB contre 12,1% en 2008. Hors transferts officiels, il s'établirait à 10,9% du PIB en 2009 contre 12,9% en 2008.

Le **déficit commercial** s'établirait à 1211,1 milliards en 2009 contre 1250,2 milliards en 2008, soit une amélioration de 39,1 milliards. Les exportations augmenteraient de 156,4 milliards, alors que la progression des importations serait de 117,3 milliards. Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations de biens passerait de 41,3% à 46,1% entre 2008 et 2009.

L'évolution attendue des exportations de biens, projetées à 1036,3 milliards en 2009, serait tirée essentiellement par les produits chimiques, notamment l'acide phosphorique et les produits arachidières qui progresseraient respectivement de 125,6 milliards et 27,3 milliards.

Les importations de biens, pour leur part, augmenteraient de 5,5% en ressortant à 2247,4 milliards en 2009. Les biens intermédiaires, les biens d'équipement et les produits alimentaires sous-tendraient essentiellement cette évolution, les produits pétroliers accusant un repli imputable à la baisse du prix du baril.

S'agissant de **la balance des services et revenus nets**, elle ressortirait en déficit de 60,6 milliards en 2009 contre 59,5 milliards en 2008.

Les **transferts courants** consolideraient de 35,2 milliards leur excédent de 584,7 milliards enregistré en 2008 pour s'établir en 2009 à 619,9 milliards. Ils resteraient sous-tendus par les envois de

fonds des émigrés, qui augmenteraient de 33,2 milliards en 2009 relativement à 2008, traduisant les effets du ralentissement de l'activité mondiale.

3.2.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières

Le solde du compte de capital et d'opérations financières dégagerait un niveau 706,8 milliards couvrant le déficit du compte courant projeté à 651,8 milliards en 2009. Il se bonifierait de 158,7 milliards à la faveur de la progression des investissements directs et des capitaux publics.

4. LA SITUATION MONETAIRE

4.1. Evolution de la situation monétaire en 2008

L'évolution de la situation des institutions monétaires, en 2008, serait caractérisée par un repli des avoirs extérieurs nets de 176,9 milliards, un accroissement de 19,0% du crédit intérieur et une expansion de 3,8% de la masse monétaire.

4.1.1. Les avoirs extérieurs nets

La position extérieure nette des institutions monétaires est estimée 674,2 milliards en 2008, soit une détérioration de 176,9 milliards relativement à 2007. Cette situation serait imputable à la fois à la Banque centrale et aux banques de dépôts pour respectivement 109,2 milliards et 67,7 milliards.

4.1.2. Le crédit intérieur

L'encours du crédit intérieur augmenterait de 252,0 milliards en passant de 1323,4 milliards à 1575,4 milliards entre 2007 et 2008 du fait essentiellement des crédits accordés au secteur privé ; la Position Nette du Gouvernement (PNG) ressortant en amélioration.

En effet, l'année 2008 serait marquée par un désengagement net de 7,3 milliards de l'Etat vis-à-vis du système bancaire, notamment des banques commerciales. Cette baisse des crédits nets à l'Etat s'expliquerait exclusivement par les remboursements de bons du trésor détenus par les banques qui permettraient de dégonfler de 19,1 milliards la dette bancaire de l'Etat. Par rapport à la Banque centrale, les concours rétrocedés du FMI seraient à la base de l'augmentation de 11,8 milliards de la dette de l'Etat.

S'agissant des crédits à l'économie, ils s'établiraient à 1489,6 milliards en 2008, soit 24,9% du PIB, contre 1230,3 milliards en 2007. La structure de l'encours refléterait un sous financement de l'investissement au regard de la part des crédits à court terme qui se situerait à 54,2% en 2008 contre 52,6% en 2007, compte non tenu des crédits en souffrance. Les industries manufacturières, notamment celles de la branche chimie, et le commerce seraient les principaux bénéficiaires des crédits à court terme en polarisant respectivement 26,4% et 31,7%. Ces deux secteurs seraient également concernés par les crédits à moyen terme à hauteur de 17,8% et 18,5%. Pour les crédits à long terme, ils représenteraient 3% des crédits à l'économie et profiteraient aux particuliers à hauteur de 66,3%.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la **masse monétaire** connaîtrait une expansion de 3,8% en ressortant à 2047,0 milliards en 2008 contre 1972,0 milliards en 2007. Ainsi, le taux de liquidité de l'économie serait passé de 36,8% à 34,2% entre 2007 et 2008.

La circulation fiduciaire ressortirait à 502,0 milliards contre 483,6 milliards en 2007. Quant aux dépôts (banques et CCP) essentiellement bancaires (98,5%), ils augmenteraient de 56,6 milliards en atteignant 1545 milliards en 2008.

4.2. Perspectives d'évolution de la situation monétaire en 2009

La situation monétaire en 2009 devrait être marquée par un renforcement de 55,0 milliards des avoirs extérieurs nets, une hausse de 7,6% du crédit intérieur et une progression de 8,6% de la masse monétaire.

4.2.1. Les avoirs extérieurs nets

La position extérieure des institutions monétaires devrait se consolider de 55,0 milliards en 2009 reflétant l'amélioration du solde de la balance des paiements. Elle ressortirait à 729,2 milliards en 2009 contre 674,2 milliards en 2008. Cette amélioration de la position extérieure serait le fait de la Banque centrale ; les avoirs des banques commerciales restant stables.

4.2.2. Le crédit intérieur

En 2009, l'encours du crédit intérieur devrait progresser de 7,6% en s'établissant à 1695,5 milliards contre 1575,4 milliards en 2008. La Position Nette du Gouvernement et les crédits à l'économie devraient enregistrer des augmentations respectives de 6,3% et 7,7%.

S'agissant de **la PNG**, elle s'établirait à 91,3 milliards en 2009 et serait ainsi en détérioration de 5,4 milliards par rapport à 2008. Cette hausse des crédits nets à l'Etat s'explique par des concours nets de la Banque centrale de 11,3 milliards contre un désengagement de 5,9 milliards vis-à-vis des banques commerciales.

Concernant les **crédits à l'économie**, l'encours devrait passer de 1489,6 milliards en 2008 à 1604,2 milliards en 2009, soit une augmentation de 114,6 milliards. Cette progression, moins forte que celle de l'année précédente, s'explique en partie par les remboursements effectués par des entreprises débitrices qui, avec les retards de paiements des créances publiques échues, avaient des difficultés à honorer leurs engagements vis-à-vis des banques en 2008.

Au total, le financement bancaire de l'activité économique représenterait 24,7% en 2009 contre 24,9% en 2008.

La **masse monétaire** connaîtrait une expansion de 8,6% en 2009, passant de 2047,0 milliards en 2008 à 2222,1 milliards en 2009. Ses composantes, la circulation fiduciaire et les dépôts en banques, s'établiraient respectivement à 545,0 milliards et 1677,2 milliards, soit des augmentations de 42,9 milliards et 132,1 milliards relativement à 2008.

ANNEXES